

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

Colloque – 12 mai 2017
Université Caen Normandie

La rupture du contrat de travail

Vincent Roulet : Les ruptures amiables.

Dominique Mari, Djamila Medjahed et Vincent Orif : Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié.

Laurence Fin-Langer et Stéphanie Lelong : La rupture pour motif économique.

Harold Brasnu et Agnès Cerf-Hollender : La rupture du contrat de travail pour motifs personnels : les cas particuliers liés à la protection des droits fondamentaux.

Véronique Mikalef-Toudic et Paul Riandey : La rupture du contrat de travail liée à la santé et à la sécurité du salarié.

Sophie Guenier-Lefèvre et Marie-Noëlle Rouspide-Katchadourian : Les conséquences de la rupture du contrat de travail.

Morgan Sweeney : Voyage itinérant dans les droits du licenciement – Allemagne, Italie, au pays du GR-PACT.

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale (2^e partie) par **Daniel Boulmier**.



Colloque – 12 mai 2017 – Université Caen Normandie

LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

I. Les ruptures amiables du contrat de travail

Les ruptures amiables par **Vincent Roulet**, Maître de conférences à l'Université de Tours, Avocat, Cabinet BRL Avocats 449

II. Les ruptures à l'initiative du salarié

Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié par **Dominique Mari**, Avocate au Barreau de Caen, **Djamila Medjahed**, Juge départiteur au Conseil de prud'hommes d'Argentan et **Vincent Orif**, Maître de conférences, EA 967, Université de Normandie, Institut Demolombe 456

III. La rupture pour motif économique

La rupture pour motif économique par **Laurence Fin-Langer**, Professeur agrégé, Université Caen-Normandie, Institut Demolombe et **Stéphanie Lelong**, Avocate au Barreau d'Alençon 469

IV. La rupture pour motifs personnels

La rupture du contrat de travail pour motifs personnels : les cas particuliers liés à la protection des droits fondamentaux par **Harold Brasnu**, Juge au Tribunal administratif de Caen et **Agnès Cerf-Hollender**, Maître de conférences à l'Université de Caen Normandie 477

V. La rupture du contrat de travail liée à la santé
et à la sécurité des salariés

La rupture du contrat de travail liée à la santé et à la sécurité du salarié par **Véronique Mikalef-Toudic**, Maître de conférences HDR en droit privé à l'Université de Caen-Normandie et **Paul Riandey**, Juge départiteur au Conseil des prud'hommes de Caen 487

VI. Les conséquences de la rupture

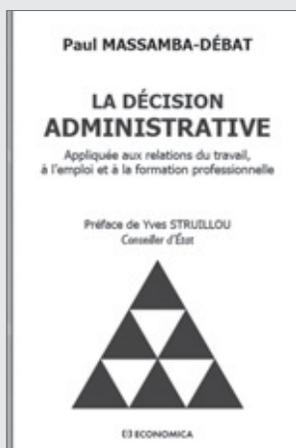
Les conséquences de la rupture du contrat de travail par **Sophie Guenier-Lefèvre**, Conseillère à la Chambre sociale de la Cour d'appel de Caen, **Marie-Noëlle Rouspide-Katchadourian**, Maître de conférences en droit privé, Université de Caen Normandie, Membre de l'Institut Demolombe (EA 967), Avocat Fidal 500

VII. L'avenir du licenciement

Voyage itinérant dans les droits du licenciement – Allemagne, Italie, au pays du GR-PACT par **Morgan Sweeney**, Maître de conférences, PSL, Paris-Dauphine, CR2D 507

Chroniques jurisprudentielles

Procédure Prud'homale (deuxième partie) par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine	515
CONSEILLERS PRUD'HOMMES – Exercice du mandat – Retards et absences récurrents et injustifiés – Déchéance (non) – Constat de la démission (oui).	
COUR D'APPEL DE VERSAILLES (Ch. 6) 7 mars 2017 (n° 16/04.189)	515
Note.	516
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Demandeur délégué syndical – Conseillers de même appartenance syndicale – Récusation de tout conseiller prud'homme de ce syndicat – Irrecevabilité.	
COUR D'APPEL DE BESANÇON (Ch. Soc.) 24 février 2017 (n° 17/00.0180)	517
Note.	518
SUSPICION LÉGITIME – Bureau de jugement – Employeur hôtelier défendeur – Hôtel en travaux jouxtant le CPH – Nuisances sonores – Réclamations du TGI – Renvoi pour cause de suspicion légitime (oui).	
COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6^{ème} Ch.) 20 septembre 2016 (n° 16/03.279)	519
Note.	520
EXÉCUTION PROVISOIRE ORDONNÉE – Examen du fond du litige (non) – Faculté de paiement du débiteur (oui) – Incapacité de remboursement du créancier (non) – Suspension de l'exécution provisoire (non) – Consignation (non).	
COUR D'APPEL DE METZ (Référé) 6 avril 2017	521
Note.	522
PRESCRIPTION – Cession de centres d'appels – Plan de départs volontaires chez le repreneur – Actions en justice par des salariés – Décision de la Cour de cassation : exécution déloyale des contrats et collusion frauduleuse – Action ultérieure d'un salarié – Prescription (non) – Point de départ du délai de prescription : date de la décision de la Cour de cassation.	
COUR D'APPEL DE TOULOUSE (4^{ème} ch. sect. 2) 23 février 2017 (n° 16/00.862) (extraits)	523
Note.	525



Economica – 816 pages – 2017
69 euros

LA DÉCISION ADMINISTRATIVE

Appliquée aux relations du travail, à l'emploi et à la formation professionnelle

Paul Massamba-Debat

Cet ouvrage est consacré à la décision administrative appliquée aux relations du travail, à l'emploi et à la formation professionnelle. Il est issu des interventions en formation continue et du cours que l'auteur dispense depuis 1994 à l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP), pour la formation des inspecteurs-élèves du travail.

L'auteur y aborde de manière pédagogique les thèmes traditionnels de la décision administrative, par des illustrations concrètes et d'abondantes références jurisprudentielles spécifiques aux domaines cités. Il y restitue le processus décisionnel à travers les problématiques et les enjeux de la relation administration/usager-citoyen (exercice des prérogatives de puissance publique et contenu du droit à le contester), et propose aux acteurs de cette relation, notamment sous forme de fiches, des observations méthodologiques et pratiques utiles à leurs offices.

Le DROIT OUVRIER

REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BULLETIN D'ABONNEMENT (annuel, 12 numéros)

Nom Prénom

Profession ou fonctions (facultatif)

Adresse

.....

.....

Code postal Ville

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**

Étranger : **137 euros**

Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution, l'envoi de la jurisprudence à :

Arnaud MAZIÈRES, rédacteur en chef : arnaud.mazieres@gmail.com

ou

Droit Ouvrier : 263, rue de Paris, Case 5-3, 93516 MONTREUIL CEDEX